

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Santé (France) > Epidémies, pandémies (santé, France) > **Covid-19 (France) : les manifestations anti-passe sanitaire et les (...)**

Covid-19 (France) : les manifestations anti-passe sanitaire et les préparatifs des élections présidentielles

samedi 18 septembre 2021, par [BARZMAN John](#), [LA BOTZ Dan](#) (Date de rédaction antérieure : 16 septembre 2021).

***New Politics* interroge John Barzman. Ce dernier est né à Los Angeles et vit en France. Professeur des universités à l'Université Le Havre Normandie, il est actif dans le syndicat SNESup et Ensemble ! Son expérience américaine inclut la participation au Comité national du SWP et au Secrétariat unifié entre 1974 et 1979. Il est l'auteur de *Dockers, métallos, ménagères : mouvements sociaux et cultures militantes en France 1912-1923*.**

Dan La Botz (New Politics) - Pourquoi ces manifestations récentes en France ? Qui y participe ? Que demandent-elles ?

John Barzman - Les manifestations actuelles du samedi après-midi en centre-ville en France ont commencé le 17 juillet en réaction à l'annonce télévisée par Macron, le 12 juillet, que l'épidémie de COVID continuait d'être un problème et qu'il proposait l'instauration d'un « pass sanitaire ». Or cette déclaration avait été précédée par des prédictions trop optimistes sur une prochaine fin de la pandémie. Les protestataires ont essayé d'influencer les votes de l'Assemblée nationale et du Sénat sur la loi jusqu'à son adoption le 24 juillet. Ils se sont alors reportés sur l'encouragement à la désobéissance et à la résistance. La participation s'est accrue jusqu'environ le 14 août : des centaines de milliers de personnes dans plus de deux cent villes, avec une présence plus forte dans le sud-est de la France où le vote d'extrême-droite est plus fort. Après cette date, on a noté un léger déclin, peut-être dû à l'augmentation régulière des vaccinés.

Parmi les initiateurs on trouvait des militants de gauche dissidents de la CGT (la confédération de salariés la plus forte en France), de la France Insoumise (partisans de Jean-Luc Mélenchon), de SUD (une confédération syndicale plus radicale) ainsi que des Gilets jaunes, des réseaux complotistes anti-vaccin comme Réinfocovid, des gourous auto-proclamés du « développement personnel », et des activistes d'extrême-droite, sous-marins déguisés en citoyens apolitiques. Leur succès immédiat a été déterminé par le mécontentement grandissant face aux politiques antisociales du gouvernement Macron (sur les retraites, le « dégraissage » des hôpitaux publics, les indemnités chômage), à ses mesures autoritaires et à sa mauvaise gestion de la pandémie. Par ailleurs, ces protestations s'appuyaient sur les restes de mobilisations pré-existantes, telles que les groupes de Gilets jaunes survivants, les actions visibles des anti-vaccins le 1^{er} mai, les manifestations de travailleurs de la santé et de la police, ou plus loin dans le passé, les « Nuit Debout » de 2016.

Les rassemblements du samedi ont peu de pancartes et de banderoles. Elles s'appuient essentiellement sur les interactions des réseaux sociaux. Elles sont officiellement « uni-

thématiques », uniquement contre le passe sanitaire, pour l'union des vaccinés et non-vaccinés, des pro-vax et anti-vax. En réalité, elles sont à très grande majorité anti-vaccin et la cible de leur haine la plus évidente est le président Macron. Sous l'influence des groupes anti-vaccins et d'extrême-droite, leurs mots d'ordre ont parfois ajouté : « contre l'obligation vaccinale », « liberté de choix » ou simplement « Liberté ».

NP - Qu'est-ce que le « passe sanitaire » qui est au centre des protestations ?

John Barzman - Le passe sanitaire est un document électronique (qui peut être imprimé sur papier) que chaque individu doit montrer (habituellement avec son téléphone mobile) à des contrôleurs. Il devait être utilisé d'abord, en juillet et août, dans les musées, restaurants, cafés, transports à longue distance et situations semblables, puis, à partir du 15 septembre, pour vérifier la vaccination ou, alternativement, l'existence d'un test négatif récent chez les professionnels « de première ligne » (travailleurs de la santé et autres en contact avec le public), sous peine de suspension de leur emploi.

Tous les partis de gauche représentés au parlement (France Insoumise, le PCF, les verts d'EELV, le Parti socialiste et leurs satellites) ont voté contre le passe, mais n'ont prévu aucune action contre lui, soit parce qu'ils prenaient leurs vacances d'été, soit, plus probablement, parce qu'ils étaient presque entièrement absorbés par la promotion de leur candidat aux élections présidentielles prévues en avril 2022. Les confédérations syndicales ont aussi été relativement passives, laissant le champ aux initiatives citoyennes « parties d'en bas » et à l'extrême droite.

La concentration sur le passe sanitaire permettait de faire converger plusieurs sources de mécontentement pour donner naissance à un mouvement extrêmement hétérogène. Voici quelques courants qui ont retenu mon attention :

- 1) Les petits indépendants, souvent économiquement fragiles, tels que les propriétaires de restaurants, de cafés, de salles de théâtre ou de clubs, d'établissements de soins personnels, dont certains avaient bénéficié des compensations généreuses distribuées par le gouvernement pendant les premières phases de la pandémie, et qui craignaient que leur récupération ne soit freinée par le passe.
- 2) Une minorité de travailleurs de la santé, surchargés de travail, sous-payés, désorientés par les zigzags de la politique du gouvernement sur l'épidémie et le manque de reconnaissance de leurs efforts dans des hôpitaux et services sous-équipés, déficitaires en personnel, a décidé de refuser de se conformer aux ordres.
- 3) Des travailleurs des transports et certains enseignants se sont interrogés sur la manière dont ils seraient affectés.
- 4) Les adeptes des médecines non-traditionnelles (naturopathie, homéopathie, yoga), les adversaires du recours excessif aux médicaments, de « Big Pharma » (les grandes industries pharmaceutiques), les admirateurs de chercheurs en médecine dissidents comme Didier Raoult, dont tous avaient déjà des infrastructures prêtes à passer à l'action (Internet, spectacles de rue).
- 5) Certains militants de gauche qui prétendaient que le passe accroissait la discrimination parce les taux de vaccination les plus bas se trouvaient dans les quartiers sous-privilégiés, phénomène qu'on peut attribuer à la sous-information, la sous-éducation, la fermeture des antennes de services publics de santé et autres, au chômage et à la pauvreté.
- 6) A mon avis, les syndicats de policiers n'ont pas reçu dans les médias l'attention qu'ils méritaient dans cette séquence d'événements. En effet, à peine deux mois avant, ils monopolisaient l'actualité

avec la manifestation du 19 mai devant l'Assemblée nationale, soutenue par tous les partis (de gauche et de droite, sauf Mélenchon). Cette manifestation initiée par Alliance (un syndicat de policiers bien marqué à droite) réclamait davantage de budget, plus de « liberté » d'action et moins de contrôle par la justice. La police prétendait que les photographes et journalistes, comme les tentatives de contrôle renforcé de leur travail quotidien par l'Etat (les caméras, les conseils de surveillance) constituaient des attaques contre la « liberté ». En juillet, au moment où les syndicats de policiers se préparaient à négocier avec le gouvernement de nouvelles améliorations matérielles et l'enterrement des nombreuses revendications de surveillance citoyenne qui ont suivi les violences policières, la police a évité d'être trop visible dans le mouvement anti-passe. Néanmoins, elle a fait savoir qu'elle considérait la mise en œuvre du passe comme une charge de travail supplémentaire et inutile et tous les observateurs ont pu constater que le premier mois de manifestations s'est déroulé tranquillement sans interventions policières. La prédominance du mot d'ordre « Liberté », utilisé dans l'abstrait, sans références précises, a permis l'alliance contre nature des Gilets jaunes, qui ont été victimes de la brutalité policière, et des policiers qui veulent se libérer du joug de la surveillance citoyenne.

7) Des mouvements anti-autoritaires préoccupés par le contrôle croissant des grandes sociétés et de l'Etat sur les médias, ont utilisé Internet pour diffuser leur point de vue, notamment à travers les réseaux sociaux. Ils condamnent tout ce qui est techniques de reconnaissance faciale et dénoncent les fuites de données issues des dossiers médicaux publics vers les assurances santé privées et les compagnies pharmaceutiques. Ce courant a été le plus ouvert aux théories complotistes et aux influences néo-fascistes : il prétend que Macron est un dictateur comparable à Hitler et Pétain, qu'il est l'héritier de la « Résistance » et que la « finance internationale » est derrière le virus et le vaccin, sous-entendant souvent que les Juifs contrôlent toute l'opération.

NP - Quel est le rôle de la droite dans ces manifestations ? Qui composent les groupes de droite ?

John Barzman - Au-delà des couches sociales larges et semi-politiques décrites ci-dessus, deux catégories organisées doivent être distinguées : des groupes à orientation thématique, et les organisations et idéologies clairement identifiées.

La première catégorie est bien représentée par Reinfocovid. Cette organisation est apparue à plusieurs étapes de la pandémie, d'abord pour nier sa réalité ou sa gravité, puis pour s'opposer aux masques ou aux vaccins, aujourd'hui pour décrier « le passe » et toute « obligation vaccinale ». Elle inclut des infirmières et médecins dissidents amers, des médecins et chercheurs dont l'accréditation scientifique est assez floue. On y trouve aussi des parents inquiets pour la capacité de leurs enfants à flirter et épanouir leur individualité. Et des influenceurs d'Internet. Beaucoup d'entre eux tendent à vénérer Didier Raoult et ses diverses propositions alternatives aux remèdes les mieux connus, ainsi que le gourou Louis Fouché. Après le 12 juillet, ces réseaux ont immédiatement encouragé la création de pages Facebook intitulées « Anti pass sanitaire » suivi d'une ville ou d'une région, qui ont très rapidement enrôlés des centaines de milliers d'abonnés. Ils disposent d'équipements : des systèmes sono, des instruments musicaux, des déguisements (les uniformes tout-blanc), des orateurs, et une hiérarchie d'influenceurs. Ils admirent souvent les divers mouvements trumpistes américains et imitent leur tactique.

La deuxième catégorie comprend les groupes organisés d'extrême-droite, agissant généralement en sous-marins, combinant parfois une intervention ouverte et des infiltrations discrètes. Le contexte de ces opérations est la décision de la principale dirigeante de l'extrême-droite, Marine Le Pen, de présenter son parti, le Rassemblement national, comme un parti républicain normal (banalisation), éloigné de toutes les violences et capable d'unir le peuple française (apaisement, union nationale). Son acceptation de l'euro a entraîné la scission de son numéro 2, Florian Philippot, qui a alors formé

le Parti des patriotes sur une ligne plus souverainiste, et une tactique plus proche du terrain, susceptible de compléter l'action « respectable » de son ancienne patronne. Comme son parti stagnait, Philippot a sauté sur l'occasion du mécontentement social massif, des manifestations de la police, et du mouvement anti-passe pour organiser des manifestations sous son propre drapeau ou en alliance avec certains Gilets jaunes. D'autres groupes d'extrême-droite, comme les « identitaires » ont suivi son exemple. Ils combinent une infiltration du mouvement large où ils promeuvent les actions appelées par leur dirigeants et le mot d'ordre « Liberté », actions où il faut interdire les « étiquettes », les organisations politiques et syndicats « tous pourris ». Tout ceci est parfaitement compatible avec un appel soudain à l'unité, dans un avenir à préciser, derrière un candidat d'extrême-droite, que ce soit Marine Le Pen, Eric Zemmour, François Asselineau ou Nicolas Dupont Aignan, en échange de positions intéressantes qu'ils auront obtenu dans l'équipe de Marine Le Pen. Ou dans une coalition droite-extrême droite telle que proposée par Marion Maréchal Le Pen.

Un autre courant d'extrême droite bien présent est l'intégrisme catholique du groupe Civitas. Au cours des dernières années, cette organisation a acquis une audience de masse et l'expérience de l'organisation de manifestation de rue et de relations tactiques avec des alliés plus modérés, à travers la campagne « la manif pour tous » de 2012-2013 contre la loi étendant les droits des couples homosexuels au mariage (Mariage pour tous). Elle a suscité des résistances répétées à chaque mesure nouvelle conquise sur ce terrain, au nom de la protection des enfants, un thème qui refait surface aujourd'hui avec « Protégeons nos enfants contre le vilain vaccin ».

NP - Quelle a été la position des syndicats et de la gauche en général sur ce mouvement ?

John Barzman - Comme signalé plus haut, tous les partis de gauche ont voté contre le passe sanitaire au Parlement. Leurs arguments étaient qu'il avait été décidé sans consultation des partis d'opposition ou des forces sociales, qu'il était contreproductif, inapplicable, qu'il constituait un recours à la répression au lieu de la persuasion, dans la lignée des mesures autoritaires contre les mouvements sociaux (loi de sécurité) et les droits démocratiques. Mais aucun n'a suscité d'action de terrain. Leurs candidats ou candidats potentiels au rôle de challenger dans les présidentielles, ou, plus localement, à celui de fédérateur d'une opposition gauche verte unie lors des législatives qui suivront les présidentielles, craignaient tous d'aliéner une frange d'électeurs dont ils pourraient avoir besoin. Mélenchon a bien essayé une position médiane, mais ses déclarations ont été critiquées tantôt par l'établissement pro-vaccin, tantôt par les porte-voix de la rue.

Les confédérations CGT, CFDT, FO, FSU, SUD, n'ont pas non plus approuvé le passe, mais n'ont pris pratiquement aucune action contre lui. Certains militants de base dans des villes ou secteurs (santé, éducation, transports) ont rejoint le mouvement à titre individuel. Ils ont parfois réussi à entraîner des structures locales ou de secteur (santé, éducation, transports). Cette pression sur les confédérations les a plutôt portées à penser qu'il ne fallait pas perdre des militants et électeurs potentiels dans les prochaines élections syndicales (également prévues pour 2022), ajoutant à leur paralysie. Elles se sont finalement unies (sauf la CFDT) pour appeler une grande mobilisation interprofessionnelle unitaire sur plusieurs questions sociales (salaires, retraites, indemnités chômage, droits démocratiques), préparée par des mobilisations partielles dans le mois qui vient. Il reste à voir si cela déclenchera une série d'actions de masse capables de marginaliser les protestations anti-passe.

NP - Qu'est-ce que le groupe Ensemble avec lequel vous travaillez ? Quelle est sa position ?

John Barzman - Ensemble ! est une organisation fondée en 2013 pour structurer le troisième pôle de l'alliance Front de Gauche constituée de Mélenchon (Parti de Gauche), du PCF et d'autres. Elle regroupe plusieurs courants issus de la LCR-NPA, de la gauche autogestionnaire (anciens du PSU et de ses dérivés) et d'associations de solidarité (comme ATTAC). Elle a connu une crise en 2017 quand

Mélenchon a rompu avec le PCF et le Front de Gauche pour lancer la France Insoumise. Deux tendances publiques sont apparues dans Ensemble !, l'une adhérant à la France Insoumise et s'appelant Ensemble Insoumis, l'autre maintenant une structure indépendante travaillant avec France Insoumise mais aussi avec d'autres mouvements (écologistes de gauche, dissidents du PCF, associations de solidarité et de quartier, courant syndicaux). Cependant, les deux tendances ont réussi à maintenir certains cadres communs d'Ensemble !

Depuis le début de la pandémie, Ensemble ! a mis sur pied un Groupe COVID pour analyser les problèmes, préparer des déclarations, et encourager les initiatives. Les deux ailes d'Ensemble ! y participaient. Il se trouve qu'il existait au sein d'Ensemble ! des chercheurs de renom, des directeurs d'hôpitaux publics, des syndicalistes de la santé expérimentés (SUD et CGT), des élus chargés des questions sanitaires et sociales, et de nombreux militant de base de la santé.

Ce Groupe a immédiatement choisi de contrer les arguments des complotistes contre la vaccination en général, et contre les avancées rapides dans la recherche de vaccins anti-COVID. Il a élaboré des mots d'ordre qu'on peut approximativement résumer comme ceci :

- généralisation de la vaccination par des services publics facilement accessibles dans les quartiers et entreprises ;
- contre le pass sanitaire ; respect du droit des salariés à une procédure de défense en cas de sanctions punitives motivées par la non-présentation du passe sanitaire ou la non-vaccination ;
- levée des brevets sur les vaccins ; création d'une industrie pharmaceutique publique ; solidarité avec les pays pauvres qui ont du mal à se procurer les vaccins ;
- pour une politique de santé publique large et ambitieuse par l'accroissement des services de santé publique de proximité, des hôpitaux publics, de la formation sanitaire, des salaires et conditions de travail des salariés de la santé, pour une coordination européenne et internationale des politiques de santé publique ;
- la lutte pour la santé publique fait partie de la lutte pour le progrès social et la défense de l'environnement ; améliorons l'éducation publique, la santé publique, les retraites, les salaires et les droits démocratiques.

Quelques débats ont eu lieu pour savoir s'il fallait défendre les salariés victimes de procédures disciplinaires, ou s'il fallait aussi les encourager vigoureusement à se faire vacciner.

NP - Ou pensez-vous que tout ceci mène ?

John Barzman - Je ne suis pas optimiste. La fragmentation de la gauche a conduit à un duel Macron-Le Pen presque certain au deuxième tour des présidentielles en 2022, avec des implications graves pour l'avenir d'un mouvement explicitement de gauche en France (le spectre de l'Italie, où la vraie gauche a pratiquement été éradiquée de la scène nationale, plane au-dessus de nos têtes). Elle a aussi affaibli la capacité de la gauche à prendre des initiatives sur le front social telles que grèves nationales, journées d'action, jonction avec des mouvements non-syndicaux comme les Gilets jaunes sur des bases favorables aux syndicats.

Peut-être que le constat de la grande influence prise par les mouvements et groupes d'action confusionnistes, complotistes et d'extrême droite suscitera un sursaut et la recherche de formes d'unité d'action en défense des droits démocratiques et de la justice sociale. Quelque chose comme le mouvement antifasciste des années 1930 et 1940. Il y a aussi un besoin d'échanges constants et réguliers entre groupements antilibéraux dans une sorte de fédération, ainsi que d'un pôle visible

des militants plus lucides inspirés par l'expérience passée et actifs dans les mouvements à la base. Mais il n'y a malheureusement aucun signe que cette recomposition-reconstruction avance suffisamment vite. Bien sûr, il y a toujours l'espoir que des grands événements soudains entraîneront une maturation rapide de la conscience de classe ; mais après au moins quarante ans de reculs et de défaites, une telle « maturation rapide » aura beaucoup plus de chemin à rattraper avant de pouvoir construire un mouvement capable de transformer radicalement le système dans un avenir proche. Avant l'explosion sociale imprévue de mai 1968, il existait des indices que les observateurs militants expérimentés ont pu détecter, et qui n'existent pas aujourd'hui.

Evidemment, je pense que ceux qui espèrent une victoire électorale étroite de la gauche (qu'il s'agisse de Mélenchon, des Verts ou des Socialistes) contre une droite et une extrême droite divisée, marchent vers une désillusion grave car l'appareil d'Etat résistera et le mouvement social ne déploiera pas soudain ses ailes puissantes. De même, ceux qui exagèrent la conscience ou la conscience potentielle des mouvements gilets jaunes et anti-passe, et prédisent une explosion de colère qui discréditera le vainqueur de l'élection présidentielle française de 2022, ouvrant la voie à l'élection d'un bloc de reconstruction radicale (pour une Assemblée constituante et la formation d'un nouveau gouvernement) dans les élections législatives qui suivront, ont peu de preuves à l'appui de leur argument. Toutefois, je reste convaincu qu'une nouvelle gauche peut se dégager du combat.

Propos recueillis par Dan La Botz
